



Pierre Vadeboncoeur p. 4

Aux USA, l'industrie de guerre mène le bal



Confit d'intérêts p. 6

La firme National: les bons amis font les bons contrats



La nouvelle censure p. 7

Serge Halimi, du Monde diplomatique, parle de l'information...

# Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 4 • n° 8

Mai 2001

3,00 \$



## Les radicaux

La noirceur des pages de nos imprimés n'a peut-être pas de fond....

**L**e 19 avril, soit vingt-quatre heures avant l'ouverture officielle du sommet de Québec, les médias annoncent qu'un complot vient d'être démantelé. Un coup de chance car, à y voir de près, le pire était à craindre.

L'optimisme des journalistes honnêtes et respectables a contribué à mettre en lumière toute l'histoire. *La Presse*, journal libre, résume à lui seul tout le travail mené par ses collègues de la profession. Ainsi, il faut savoir, au petit matin du 19 avril, que les forces de l'ordre ont arrêtés « six jeunes membres d'un groupuscule radical ». C'est écrit à la une, sous un titre fort: « Complot éventé ».

Aussi à la une, la photo d'un policier devant l'impressionnant arsenal saisi: des masques à gaz, des feux de Bengale, un vieux sac à dos, des casques, des frondes, des billes de verre et un livre d'histoire de la Seconde Guerre mondiale consacré à la bataille de Kursk. Le corps du texte nous apprend que des perquisitions ont permis de découvrir en outre « deux dispositifs de minuterie » (des réveille-matin?) et « des accélérateurs » (de la vodka, de l'essence ou de la térébenthine?). Des grenades chargées à blanc étaient aussi au nombre des objets d'assaut retrouvés. Pas un mot cependant sur la lime à ongle d'un des suspects, même si elle eut sans doute pu faire toute la différence dans un assaut contre les forces de sécurité...

Par rapport à ce que charrient d'ordinaire les Hells Angels et leurs acolytes, c'est à l'évidence de l'équipement lourd sur lequel la police est tombée. Preuve ultime du danger: le 20 avril, première journée de manifestation, une catapulte a été mise en place par les manifestants. Georges Bush, avec ses armes nucléaires, n'avait plus qu'à trembler. Les forces policières n'arbo-raient donc pas pour rien un matériel évalué à plusieurs milliers de dollars par tête de pipe. Et les 1200 soldats de l'armée canadienne déployés en renforts aux 5000 policiers n'étaient à l'évidence pas de trop. On en faisait autant, en somme, qu'aux plus belles heures de la chasse aux compères de Mom Boucher.

Ce qui blesse surtout, dans l'histoire de ce complot démasqué de justesse, c'est d'ap-

prendre que deux des présumés coupables étaient en fait des membres plus ou moins en règle de l'armée canadienne. De gens auxquels l'État a enseigné à tuer pour son bénéficiaire, on imagine mal qu'ils puissent soudain se retourner avec un lance-pierres contre un système qui leur a pourtant tout appris, tout donné.

Nos médias, toujours tout à fait conscients de leurs limites et des principes de liberté qu'ils disent défendre, ont su pousser un peu plus loin l'enquête menée

**Nos médias, toujours tout à fait conscients de leurs limites et des principes de liberté qu'ils disent défendre, ont su pousser un peu plus loin l'enquête menée par la police de l'État...**

par la police de l'État. À *La Presse*, on a ainsi dépêché tout de suite des journalistes aux domiciles des prévenus.

Les journalistes ont ainsi vu le logement – « petit » – de Pierre-David Habel et d'Alex Boissonneault. Ils l'ont vu d'autant plus facilement que, par hasard, la porte de celui-ci était ouverte. Premier signe d'un complot ourdi dans le plus grand des secrets: de l'extérieur, notent-ils, le logement se « distingue des autres avec ses drapeaux du Québec et des Patriotes accrochés à la galerie ». À l'évidence, on a affaire ici à des gens qui se terrent dans l'ombre pour mieux frapper le temps venu.

À l'intérieur du logement, les signes d'une pensée extrémiste suintent de partout. Ainsi on trouve, « sur la porte de l'appartement, une photo de l'avocat felquiste Robert Lemieux. » Avocat de quelques felquistes, M<sup>e</sup> Lemieux n'en était pas un lui-même, mais quelle importance? À titre d'élément accablant, *La Presse* publie une photo de cette porte. On y voit en fait une affiche du felquiste Paul Rose. De l'avocat Lemieux, il n'y a pas la moindre trace. Mais

vraiment, qu'importe? À l'époque du FLO, on avait bien arrêté des citoyens qui possédaient des livres sur le cubisme, cette dangereuse idéologie originaire de Cuba... Le principe demeure valable: il faut savoir ne jamais accorder trop d'attentions aux formes et aux faits, car c'est bien à force de voir des éléphants partout qu'on finit par justifier ses safaris.

Chez les supposés criminels, imaginez qu'on a aussi trouvé des exemplaires du *Trouble*, un journal contestataire d'allégeance anarchiste. C'est tout vous dire, car quelle raison légitimise la création de tels journaux dont la fonction serait, en quelque sorte, d'être un anti-journal, c'est-à-dire de parler de choses dont *La Presse* et les autres journaux ne parlent guère?

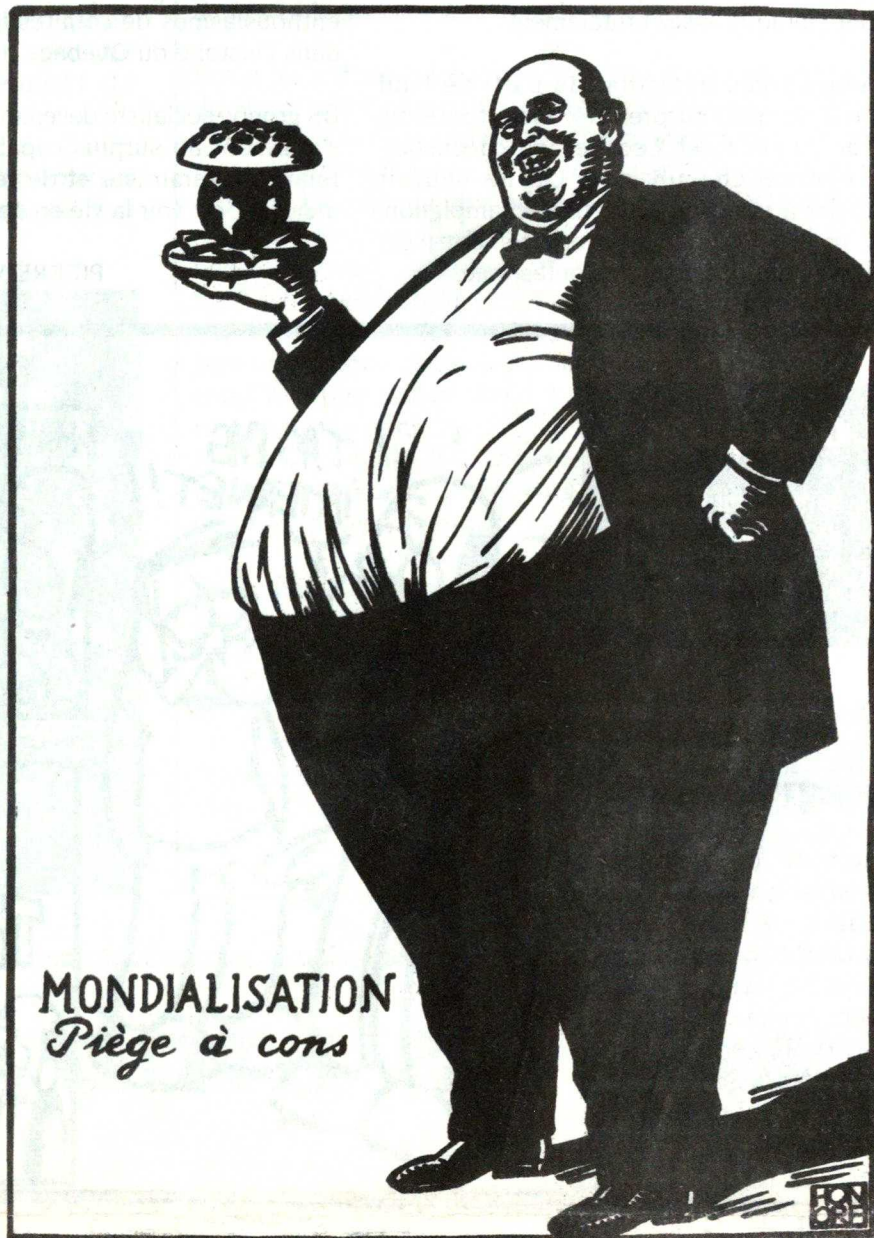
Il y a dans *Le Trouble*, observent les bienheureux journalistes, des textes « sur la récente rencontre du G-20 à Montréal, un autre sur le Service canadien de renseignement et de sécurité [...], un autre sur le football et l'anarchie ». Euréka! Les prévenus sont donc des anarchistes.

D'ailleurs, l'article à la une précise qu'« un drapeau rouge et quelques symboles communistes comme la faucille et le marteau étaient bien en vue ». Comme chacun sait, le drapeau des anars est noir plutôt que rouge. Et le communisme, bien sûr, fait le meilleur ménage avec la pensée anarchiste. Nuances inutiles, encore une fois...

Ces radicaux appartiennent, selon la police et selon ce qu'en rapportent les médias, à un groupe « très bien structuré ». Un de ses membres avait même été candidat d'un parti au programme social et politique on ne peut plus élaboré et structuré. Roman Pokorski avait en effet été candidat du Bloc Pot, parti voué à la légalisation de la marijuana. Plus politisé que cela, difficile de trouver. Curieux et suspect d'ailleurs qu'un responsable du parti observe qu'il n'a jamais « vu de côté radical dans ce gars-là »...

Il y en avait déjà assez à charge contre ces radicaux pour se réconcilier avec le sommet des Amériques, n'est-ce pas?

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



## La chasse au Palestinien

**O**n chasse d'abord le Palestinien pour sa terre. Pour l'eau aussi. Certains le chasse aussi pour le plaisir ou pour la peau, tout simplement. Pour plus d'efficacité, on recommande de chasser le Palestinien dans un enclos entouré de barbelé appelé « camp ». On demande aux néophytes de ne pas employer le terme « camp d'extermination » pour ne pas déplaire aux chasseurs qui ont la mémoire longue.

**On chasse le Palestinien à l'arme automatique. Parfois à la mitrailleuse. Les connaisseurs ne s'entendent pas sur le calibre idéal.**

On chasse le Palestinien à l'arme automatique. Parfois à la mitrailleuse. Les connaisseurs ne s'entendent pas sur le calibre idéal. Certains préfèrent le 5,56 mm. D'autres ne jurent que par le 9 mm. Les tireurs d'élite préfèrent le 7,62 mm et la carabine à longue portée. Pour une chasse qui rapporte mieux, on utilise parfois les hélicoptères de combat: à la mitrailleuse lourde, le calibre .50, ça fait de jolis trous.

On tire aussi le Palestinien à la roquette, au missile sol-air ou au char d'assaut.

toujours bonne. Au bord de la mer, on conseille de chasser le Palestinien à coup de canon à partir des navires de guerre. C'est moins dangereux pour le chasseur.

Car parfois le gibier a la fâcheuse habitude de lancer des pierres aux chasseurs. Ce qui n'est pas très gentil ni très *fair play*, vous en conviendrez avec moi. C'est pourquoi les défenseurs des droits des chasseurs, comme le shérif Bush ou Powell, son nouvel Oncle Tom, sous l'œil approbateur de la communauté internationale, demandent au gibier « de faire preuve de retenue ». Il faut forcer le gibier

à négocier sa propre extermination avec le chasseur.

Selon des études récentes publiées par les chasseurs et les défenseurs du droit des chasseurs, le gibier ne souffre pas vraiment. En tout cas, sa souffrance, si souffrance il y a, est incomparable avec la souffrance subie autrefois par les chasseurs. « C'est un crime contre l'humanité que de comparer les souffrances du chasseur et du chassé », déclarait même le Congrès chasseur canadien, appuyé en cela par le premier ministre démissionnaire d'une quelconque république bananière.

La morale de mon histoire de chasse? J'avais pensé à celle du loup et de l'agneau, mais j'oubliais un personnage: celui du spectateur. Celui qui ne voit rien, n'entend rien et, surtout, ne dit rien. Il n'y aura donc pas de morale à ma petite histoire parce qu'on va encore accuser le fabuliste de sombrer dans le manichéisme.

PIERRE FALARDEAU

### Combien à la manif?

Lors du Sommet des Amériques, le nombre de policiers présents a été estimé à 6 500 selon les organisateurs et à 6 500 selon les policiers...

### Victoire!

La prison d'Orsainville est devenue, l'espace d'une journée, une commune anarchiste.

### Haute ville

Après Québec, « capitale nationale », nous avons eu Québec, « capital international »...



## La vie en rose

**A**u Salon du livre de Montréal, en novembre dernier, j'ai rencontré par hasard le ministre Boisclair. Je lui ai parlé du mécontentement grandissant de toute une couche de l'opinion à l'égard du Parti québécois. Je lui ai dit: «Je ne sais pas si vous vous en rendez compte, mais le gouvernement et le PQ sont en train de perdre le centre-gauche comme on dit que l'Eglise, au XIX<sup>e</sup> siècle, en Europe, a perdu les ouvriers.»

Un PQ qui ne met pas résolument l'accent sur le social est en effet inconcevable et, dans ces conditions, il ne réalisera ni la souveraineté ni la justice. Une politique globale seule, sociale comme souverainiste, aurait quelque chance d'inspirer à nouveau la jeunesse. L'élection de Mercier l'indique assez brutalement.

Le demi-succès immédiat du parti de Paul Cliche a de quoi surprendre, mais toutefois c'est un succès local. Local et fort circonstanciel, comme chacun sait. On ne saurait extrapoler à partir de ce résultat-champignon. Mais, tout de même, cet avertissement n'est pas rien et il a une valeur incontestable.

Est-ce à dire qu'un nouveau parti souverainiste est né qui pourrait viser à remplacer éventuellement le PQ? Il n'y aura jamais d'autre grand parti souverainiste que celui-ci. Cela tombe sous le sens. Si le PQ décline, il n'aura pas de réel successeur et ce sera la fin du souverainisme. Étant donné cela, pour ce qui est du parti de Paul Cliche, en ce qui touche la souveraineté, on peut seulement penser à la faculté de nuire. De plus, en ce qui concerne la social-démocratie, la gauche comme parti politique visant le pouvoir et même le statut d'opposition est impuissante: c'est là l'expérience québécoise constante de cinquante années.

Croire le contraire est plein d'illusions, des illusions encouragées comme toujours par des enthousiasmes de comités. J'ai vu ça dix fois dans l'histoire du Québec.

Un groupe socialiste devenant un grand parti et s'affirmant au surplus capable de prendre le relais souverainiste et de réaliser l'indépendance? C'est voir la vie en rose...

PIERRE VADEBONCOEUR

## Invitation

L'information de masse signifie trop souvent: façonner, former. Pour nous, du Couac, informer c'est plutôt: renseigner, avertir, affranchir, ... et dénoncer! Nous tentons, à la mesure de nos maigres moyens, d'éclairer les enjeux de société.

Vous trouvez que notre lumière n'éclaire pas fort et disposez d'informations juteuses à nous refiler (preuves à l'appui), ou encore vous aimeriez dire des choses que vous ne pouvez pas dire ou publier? Que vous soyez ou non journaliste, n'hésitez pas et écrivez-nous, *Le Couac* vous ouvre ses pages! L'anonymat est garanti (si tel est votre désir), sinon, c'est la gloire assurée.

Profitez-en, Power Corporation et Quebecor ne veulent pas nous racheter et *Le Devoir*, lui, n'en a pas les moyens...

Le Canard masqué

## Logique

George Bush a affirmé que le bioxyde de carbone ne pollue pas. Si on ne l'inhalé pas, sans doute...

## Petits désagréments

Un membre de la haute administration américaine déclarait dans le *New York Times* (21/04) que «de nos jours on ne peut tenir de sommets commerciaux sans gaz lacrymogène». Que voulez-vous, on ne fait pas d'omelette sans brouiller des yeux.



## COURRIER DES LECTEURS

### Budget et haut-le-cœur

Le gouvernement Landry nous a pluggé, il y a quelques semaines, un «Budget du cœur». Trente millions de dollars alloués à la lutte contre la pauvreté, ça c'est de la compassion! La nouvelle ministre de la finance, Marois, nous indique, le cœur dans la main, que nous pouvons d'ores et déjà économiser sur le social et s'attaquer aux choses sérieuses!

Trente millions de dollars, c'est la somme injectée pour ériger le périmètre de sécurité protégeant les Maîtres du monde. [...] Trente millions, c'est bien peu, quand on pense, comme Petigrew, que «s'opposer à la ZLEA c'est s'opposer à la démocratie».

Quelques semaines après ce «Budget du cœur», mais surtout après avoir commandé plusieurs sondages confirmant son acceptation presque généralisée, le PQ en remet. La grosse *Presse* à Desmarais titrait: «Québec n'oublie personne». Notre vache à lait nationale présentera un programme, composé notamment d'exemptions et de crédits d'impôt, pour promouvoir le développement du marché des produits dérivés (options, contrats à terme) de la Bourse de

Montréal et pour aider au démarrage de la Bourse électronique NASDAQ Canada. Haut-le-cœur. Le secteur financier recevra donc, lui aussi, l'aide du gouvernement péquiste!

Après nous avoir induit en erreur, en affirmant que les coffres de l'État étaient à sec, la reine mère se ravise et nous informe que le ministère va inciter, par des fonds spéciaux, la loterie financière globale. On prévoit entre autre l'installation d'un écran géant NASDAQ où nous pourrions tous, gratuitement, attention, admirer *live* la haute vélocité du marché qui détruit les économies locales mondiales et des économies nationales entières dans le temps de le dire. Nous serons enfin greffés sur le capital informatisé!

Somme nulle que cette facétie politico-médiatique?

Bien sûr que non. Faut-il rappeler que la libération de la « chose dévoreuse d'humanité », est l'acte démocratique par excellence? Mais oui, parce que nous pourrions dorénavant tout capter en toute liberté: écoles, hôpitaux, mais aussi eau, air, gènes, spermatozoïdes et ovules. Nous pourrions accéder à la jouissance totale: sans médiation, nous pénétrons l'univers autophage bourgeois.

Faut-il rappeler à la jeunesse contestataire que le capitalisme ne fonctionne pas au profit, à la rentabilisation, mais à l'accapuration? Il évolue en mangeant du pauvre, en bouffant du réel, en dévorant de la substance de l'humanité.

[...] Stéphane Thellen

Écrivez-nous!

*Le Couac* publie les commentaires de ses lecteurs. Les textes doivent être courts. Nous apprécions (beaucoup) les disquettes. Pour nous rejoindre, le courrier demeure une bonne façon: Le Couac, 2124 rue Laurier Est, Montréal, H2H 1B9. Télécopieur: (514) 521-5599. Vous pouvez aussi envoyer vos textes à: jfncouac@sympatico.ca



## PLOGUES

### Pollution

Vous voulez savoir qui pollue vos environs? Allez sur le site de PollutionWatch (<http://www.scorecard.org/pollutionwatch/>), entrez votre code postal et bingo: ça vous donne la liste des pollueurs de votre quartier! Le site nous rappelle aussi que plus de 150 millions de kilogrammes de produits chimiques toxiques sont relâchés par ces chères compagnies chaque année au Canada, incluant 7 millions de kilogrammes de produits cancérigènes.

On y apprend entre autre que Jonquière se classe 4<sup>e</sup> dans le *top ten* des villes qui émettent le plus de rejets toxiques. Et il y a même les numéros de téléphones des compagnies responsables de ces désastres, si l'envie vous prends d'en engueuler une...

### Mononc' Serge en spectacle

Samedi le 5 mai 2001, 22h30 Mononc' Serge en trio acoustique Show-Bar 343. C'est situé au 520, rue Principale à Sainte-Marcelline. C'est dans le coin de Joliette. Pour information: (450) 883-5791

## POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 287-9467

Par la poste: *Le Couac*

3839, App. B, ST-DOMINIQUE, MONTRÉAL (Québec) H2W 2A2  
Adressez votre chèque à: *Le Couac*.

- Abonnement d'un an: 26\$ + taxes = 29,91\$
- Abonnement de deux ans: 46\$ + taxes = 52,91\$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 50\$ + taxes = 57,51\$
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 200\$ + taxes = 230,08\$
- Abonnement d'un an à l'étranger: 42\$

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Courriel \_\_\_\_\_

## Le Couac

2124, av. Laurier Est,  
Montréal, Québec, H2H 1B9  
Téléphone: (514) 521-5499  
Télécopieur: (514) 521-5599  
Abonnement: (514) 287-9467

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteur en chef: Jean-François Nadeau

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Stéphane Batigne, Victor-Lévy Beaulieu, Pierre de Bellefeuille, Michel Bernard, Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Pierre Falardeau, François Patenaude, Benoit Perron, Aude Ribis, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Nadine Vincent

Illustrations: Boris, Charb, Filio, Luc Giard, Luz, Serge Ferrand.

Graphisme: Marguerite Binette

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: François Patenaude au (514) 287-9467

ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369  
Imprimé au Québec.





## Le PQ battu par les péquistes ?

Le malheureux Claudel Toussaint, candidat imposé par la direction du PQ dans la foulée de l'affaire Michaud, doit sa défaite à deux catégories de péquistes : ceux qui ont voté pour Paul Cliche et ceux qui se sont abstenus (dans les 59% d'abstentions, il y a assurément beaucoup de péquistes mécontents ou désabusés).

Les libéraux, ça se comprend, ont pris des allures triomphantes. Mais leurs stratèges savent, comme Corneille, qu'à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. Leur candidate n'a été élue qu'avec moins de 35% des voix, à comparer au total souverainiste (Toussaint plus Cliche) de presque 53%. La défaite du PQ n'est donc pas une défaite du mouvement souverainiste.

On peut évidemment jouer avec les chiffres. Jean Charest ajoute les voix de Cliche à celles de Nathalie Rochefort pour obtenir près de 60% de voix anti-gouvernement. C'est de bonne guerre, mais l'affaire Michaud et la quasi-affaire Toussaint auraient pu expliquer une protestation plus forte. Quant au taux de participation de seulement 41% dans une élection archi-médiatisée, il a de quoi inquiéter. C'est le régime politique lui-même, pourtant considéré démocratique, qui est rejeté.

Sans même voiler ses mots, Bernard Landry renvoie la responsabilité du rejet subi par le gouvernement à son prédécesseur Lucien Bouchard. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cela manque d'élégance. Landry peut d'autant moins s'en laver les mains qu'il faisait partie du gouvernement Bouchard, avec, par-dessus le marché, le prestigieux poste de vice-premier ministre.

Toutefois, un bon point en sa faveur : le retour en grâce de José Legault, qui a soutenu des positions nettes en faveur de la langue française et dont les convictions souverainistes sont solides.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

## Goût du jour

Bernard Landry actualise le projet souverainiste en l'adaptant à la mode néolibérale. On ne parlera plus de « souveraineté-association » ni de « souveraineté-partenariat », mais bien de « souveraineté-fusions ». Un autre grand progrès social.

## Dangereux

C'est la taupe de la police qui a encouragé des activistes à s'armer. « Sans lui, on aurait tout de même fait ce qu'on voulait faire, mais on aurait été beaucoup moins équipé » (*Le Devoir*, 20-4).

On aurait eu un lance-pierres plutôt que deux et pas de lime à ongles ?

## Hells Angels

Si jamais la Sûreté du Québec ne parvient pas à faire condamner les membres des Hells Angels et de leurs groupes affiliés — Nomads, Jokers, Satan Guards, Evil Ones, Rockers, Scotch Gard, Spic and Span et autres Dawners Downtown —, on pourra toujours refiler le dossier à la police de la langue, car aucun de ces commerce ne respecte la loi 101...

## Québec — espace et sentiment

À mi-chemin entre le guide touristique et l'essai sociologique, l'ouvrage dirigé par Stéphane Batigne, publié aux éditions Autrement, est d'une lecture fort agréable pour les Québécois normalement narcissiques mais qui tolèrent la critique sympathique. Ce n'est pourtant pas à eux que l'ouvrage s'adresse au premier chef, mais plutôt aux Français et autres Européens à la recherche de vacances enrichissantes.

Batigne n'a pas seulement dirigé la préparation de l'ouvrage, il a rédigé de sa plume alerte six des quinze textes qui le composent. Dès l'introduction, il constate que chez les Québécois, la conscience de former un peuple « nourri » un nationalisme jamais démenti, quoique jamais pleinement assumé. Il ajoute : « Comme si l'on se contentait définitivement de la position du petit, de la victime, et que cette humilité empêchât plus que tout autre lien l'accession à la liberté. »

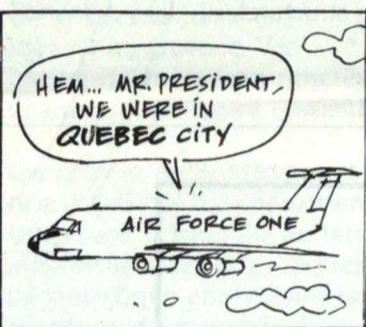
Parmi les autres collaborateurs, Bruno Boulianne décrit l'appel du Nord, pourtant peu connu des Québécois eux-mêmes. Luc Chartrand s'aventure sur la Transtaïga, route longue de 666 kilomètres. Sylvie Vincent, interrogée par Francis Dupuis-Déri, explique les malentendus profonds entre les autochtones et les autres Québécois. Éléonor Le Gresley présente son album de photos. Daniel Tanguay, avec un brin d'exagération, raconte comment « le grand marché du nouvel âge » supplante l'Église papale effondrée. Bernard Arcand propose de réhabiliter l'hiver et d'en faire une période de vacances nationales. Alain Gerbier fait sans cruauté le procès d'attitudes québécoises de soumission et de recherche du consensus qui « ne vise qu'à l'immobilisme ». Antoine Robitaille fait l'exégèse de l'étrangement intransitive devise du Québec, « Je me souviens ». Et Jean Dion raconte le déclin du hockey, sport national.

Enfin, dans un texte qui comporte paradoxalement quelques fautes gênantes, Pierre Thibault soulève la question linguistique et rappelle les années joulisantes.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Québec, espace et sentiment, sous la direction de Stéphane Batigne, Paris, Autrement, 2001. Notons que Stéphane Batigne, directeur de cet ouvrage, est un collaborateur du Couac.

DE RETOUR VERS WASHINGTON...



Bobis

## Aux armes citoyens !

Avec le Sommet des Amériques, la GRC s'est faite vigilante aux « lignes ». Résultat : des Américains désireux d'aller manifester à Québec ont dû attendre dans les villages frontaliers le moment propice pour traverser.

Devant la présence de cette faune particulièrement suspecte, le *Stanstead Journal* de Derby Line (Vermont) ne pouvait que donner ce conseil avisé à ses distingués lecteurs : « Verrouillez vos portes et chargez vos armes ». C'est bien connu, dans tout pouilleux d'opposant à la mondialisation se cache un voleur de poules.

## Du capital spirituel

Le Forum international sur le management, l'éthique et la spiritualité (FIMES) organisera son prochain forum à l'École des HEC de Montréal. Les participants se devront d'être zen quand ils s'acquitteront des frais d'inscription (\$50 pour les étudiants, jusqu'à \$495 pour les entreprises). Pas de « salut au soleil » au programme.

## Liberté de commerce

Les Hells espèrent que la ZLÉA se réalisera. Ils pourront alors poursuivre le gouvernement pour obtenir compensation pour les pertes de profits dans leur importation de cocaïne trop réglementée, en vertu des principes néolibéraux, et forcer le Canada à abroger sa loi prohibitionniste.

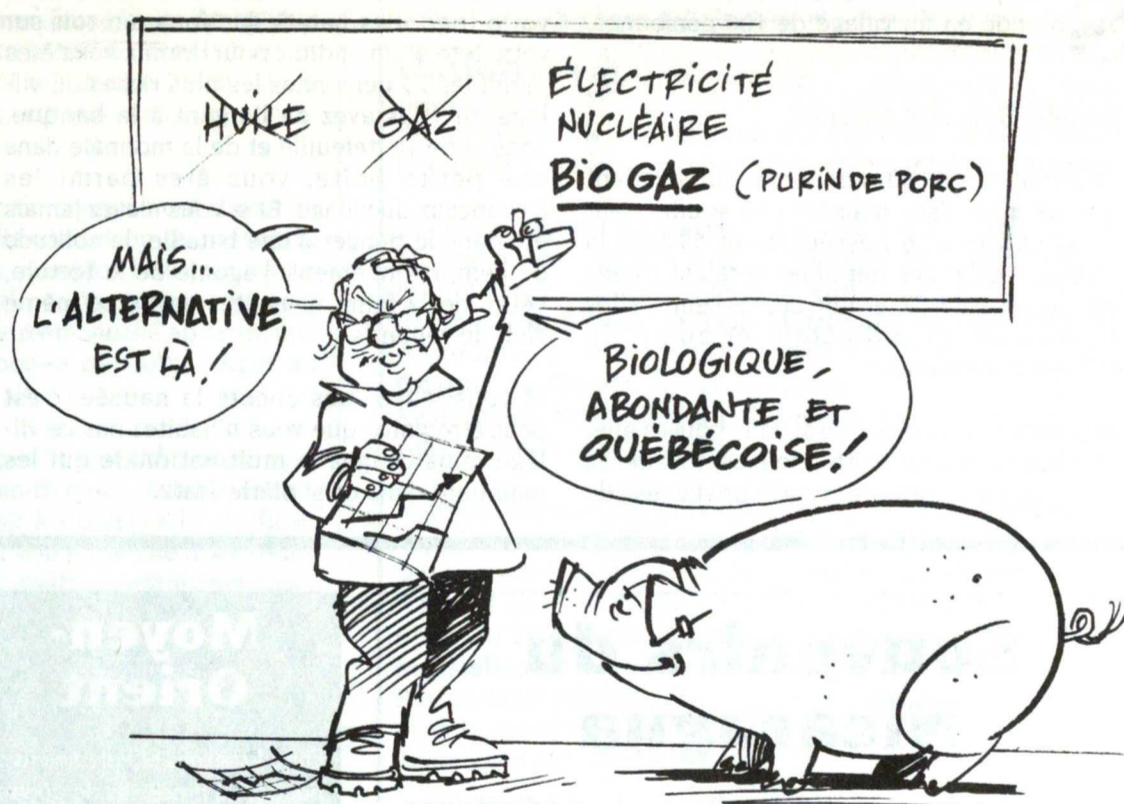
## TÉ-SHIRTE Le Couac



Un cadeau idéal, surtout si vous allez dans le Sud... Tailles: médium, xx-large

Envoyez un chèque de 15 \$ + 3\$ pour les frais de poste à l'adresse du journal. Quantité limitée.

## Je dors au gaz\*



Je dors au gaz depuis vingt ans mais je suis à la veille, au mieux, d'y laisser ma chemise et, au pire, d'en mourir suffoqué !

Convaincu au détour des années 1980 du bien-fondé de recourir au gaz naturel pour chauffer la maison, j'ai troqué l'huile pour ce combustible promis à un si brillant avenir, assurait Marc Lalonde en personne. Le gaz était à cette époque l'un des arguments de vente du fédéralisme rentable, tout juste derrière les Rocheuses éternelles qu'il ne fallait surtout pas abandonner aux Anglais...

Suivirent en effet de longues années de calme tranquille. Mais depuis plusieurs mois, sans qu'on ne sache véritablement pour quelle raison, le gaz naturel est devenu une denrée aussi rare et s'échange à des prix aussi élevés que le fréon, au point qu'il m'arrive de regarder fixement un calorifère en me demandant si je ne devrais pas inscrire l'eau qui y circule à la Bourse, cette eau ayant eu le singulier privilège d'avoir été

chauffée par un combustible d'une si grande valeur qu'il faille opérer de larges ponctions dans son compte en caisse pour s'acquitter de ses bienfaits.

J'ai voulu y voir plus clair. Consultait mes vieilles factures, j'ai pu remarquer que sans que ma manière de vivre n'ait changé d'un iota, les prélèvements automatiques mensuels sont passés de 117\$ en 1998 à 139\$, à 164\$ en 2000 et atteignent aujourd'hui la somme de 250\$. Ce qui fait tout de même 3000\$ par année pour s'assurer que les calorifères atteignent une douce tiédeur. De plus, sans que je ne sois devenu davantage frileux et que je ne consume davantage de gaz, je constate que de 1998 à 2001, les relevés mensuels passent d'une moyenne qui se situe en progression dans les 6000, 7000, 8000 et 9000 depuis janvier. Autre exemple : un volume mesuré de 225 je-ne-sais-quoi en décembre 1999 était facturé 286,80\$ alors que 13 mois plus tard, un volume mesuré de 260 coûtait

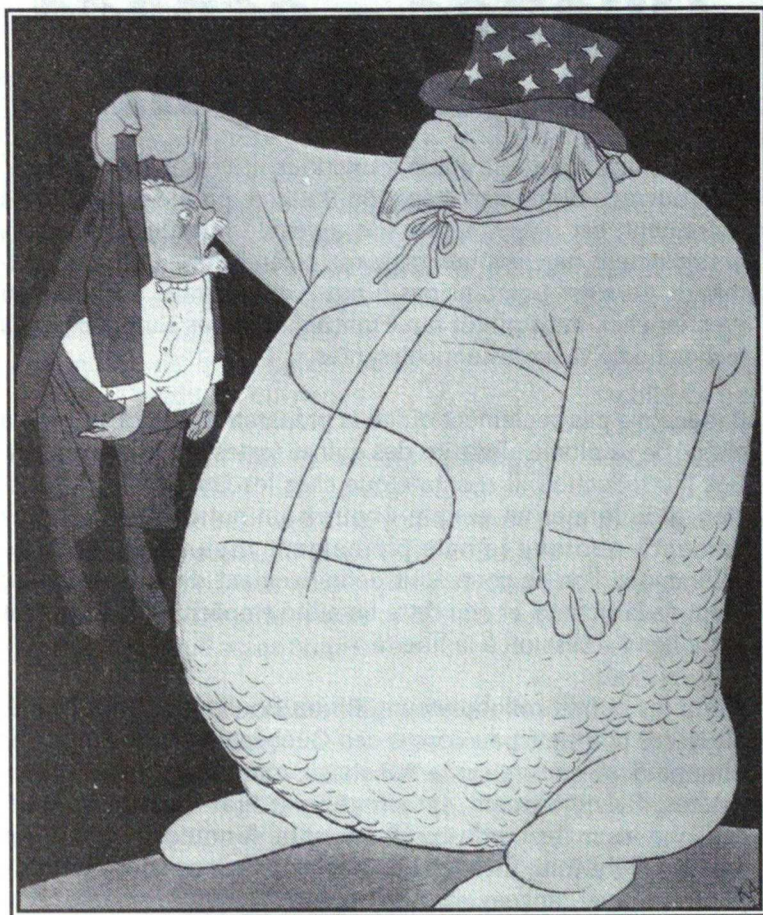
462,94\$. Tiens, une autre façon de voir les choses : 619 m<sup>3</sup> de gaz étaient facturés 40,56\$ en janvier 1998. Trois ans plus tard, il en coûtait 189,16\$ pour 730 m<sup>3</sup>

Gaz Métropolitain est quand même compatissant. On nous écrit que « le gaz naturel a connu une très forte demande en Amérique du Nord et les producteurs n'ont pu répondre rapidement à cette demande, ce qui a créé temporairement une pression à la hausse sur le prix du gaz naturel ». Une pression temporaire qui suit pourtant une courbe ascendante qui ne se dément pas, cependant.

Faudra un jour se poser la véritable question : pendant combien de temps aurons-nous encore les moyens de demeurer dans le plus beau pays du monde, un pays qui nous chauffe si bien au gaz au gaz qu'on pogne le feu au cul pendant que Ralph Klein est mort de rire !

MICHEL RIOUX

\* Et peut-être en mourrai-je...



Caricature de Karl Arnold

La droite américaine n'est pas simplement une droite, mais une extrême-droite rampante, enveloppée et masquée par la Constitution. Le parti républicain, selon une tendance lourde, s'avance dans le sens d'une politique de force extrême en effet, conformément aux volontés arbitraires de ceux qui maintenant contrôlent jusqu'à la présidence. Bouclier anti-missiles, provocations à la Chine, armement de Taïwan, qu'est-ce que cela ?

C'est le complexe militaro-industriel dénoncé par un président, je crois, il y a quelques décennies.

Le gouvernement Bush devient tout de suite, le plus directement possible et sans guère de médiation modératrice, le gouvernement borné des milliardaires. Le complexe militaro-milliardaire... Ils sont pratiquement aux commandes, ils actionnent eux-mêmes toute la machine ou peu s'en

## USA L'industrie de guerre mène le bal

«Entre la Chine et les États-Unis, le ton ne cesse de monter. (...) Washington a désarticulé l'héritage Clinton pour plonger ardemment dans des rapports plus tendus. (...) En moins d'un mois, les relations entre Washington et Pékin ont changé à un point tel qu'elles annoncent, voire confirment une reprise marquée de la course aux armements.»

Serge Truffaut  
Le Devoir, 21 mars 2001

faut. On ne sent plus que l'État, en tant que facteur de bon sens, d'autorité et d'intelligence politique, soit présent de manière satisfaisante dans ce gouvernement. Bush paraît en vérité jouer le rôle contraire, neutraliser l'État, livrer les clefs de la cité à un pouvoir paralèle.

Après un temps très bref, à peine élu, l'insignifiant politicien a chamboulé la politique extérieure américaine en Orient: le voilà (début avril) qui pratique systématiquement la provocation à l'endroit de la Chine. Des missiles à Taïwan? De l'armement? Défensifs, dit-on. Défensifs où? Sur le territoire propre de la Chine! Ou offensifs? Qui sait?

Offensifs ou non, le résultat est le même pour l'industrie de guerre. La Chine réagit. La

Russie elle-même le fait. C'est ce qu'il faut. Une psychose commence.

Le but est simple: prodiguer de fantastiques contrats de guerre aux industriels. C'est sans doute le but réel de cette politique insensée.

Le retour - cela se peut-il? - le retour à la guerre froide! Tous les périls. Et d'abord l'engouffrement criminel des ressources des peuples dans l'inutilité.

La droite américaine est une extrême-droite d'affaires devenue pratiquement souveraine pour ses fins au niveau même du gouvernement et de la présidence. L'État a encore reculé de plusieurs crans. Cela peut faire, à terme, la différence d'un désastre.

PIERRE VADEBONCEUR

## Grandes gueules

Une autre pensée profonde de Mario Roy, éditorialiste au service de l'Empire Power Corporation: «L'antidote au poison de la pauvreté, c'est la prospérité.» (La Presse, 4-11-00)

\*\*\*

«Cela prend du temps, oui, mais, si vous comptez rester dans les affaires assez longtemps, songez à ce que cela peut signifier de profits pour votre firme si vous pouvez conditionner un million ou dix millions d'enfants qui seront un jour des adultes dressés à acheter votre produit comme les soldats sont dressés à avancer quand ils entendent: "en avant, marche!"»

Clyde Miller, expert en marketing (Le Monde diplomatique, décembre 2000)

\*\*\*

«La moyenne des dépenses militaires mondiales est sûrement beaucoup trop élevée. Si les pays pour lesquels les dépenses militaires sont inhabituellement élevées voulaient les réduire au niveau mondial, ils pourraient, après des coûts initiaux majeurs de réallocation des ressources, dégager quelque 140 milliards de dollars par an à d'autres usages. Le monde dépense encore plus de 2,5 milliards de dollars par jour de production militaire...» - Michel Camdessus, ancien directeur du FMI

Le FMI, quant à lui, ne touche qu'en dernier ressort aux complexes militaro-industriels des pays où il impose ses plans de réajustement structurel...

## La terre, vue comme un village de 100 personnes...

Si on pouvait réduire la population du monde en un village de 100 personnes, ce village serait composé de: 57 Asiatiques, 21 Européens, 14 Américains (Nord, Centre et Sud) et 8 Africains

Il y aurait aussi: 80 personnes qui vivraient dans de mauvaises maisons; 50 souffriraient de malnutrition; 6 posséderaient 59% de la richesse totale. Ces dernières seraient toutes originaires des USA et une seule d'entre elles posséderait un ordinateur et aurait un diplôme universitaire!

On pourrait aussi dire que si vous pouvez aller à l'église sans peur d'être menacé, torturé ou tué, vous êtes parmi la moitié privilégiée du

village. Si vous avez de la nourriture dans votre frigo, des habits sur vous, un toit sur votre tête et un endroit pour dormir, vous êtes parmi les 25 personnes les plus riches du village. Si vous avez de l'argent à la banque, dans votre portefeuille et de la monnaie dans une petite boîte, vous êtes parmi les 8 chanceux du village. Et si vous n'avez jamais été dans le danger d'une bataille, la solitude de l'emprisonnement, l'agonie de la torture, l'étau de la faim, vous êtes parmi ce même club de veinards.

Si vous n'avez pas encore la nausée, c'est peut-être parce que vous n'habitez pas ce village mais dirigez la multinationale qui les maintient dans ce si piètre état...

## Du rêve à l'action

Le Sommet des Amériques: un projet de sociétés par actions.



À Paris, il y a 131 ans, le peuple était au pouvoir. La Commune fut réprimée dans le sang, au mois de mai... Rappelons-nous aussi la tuerie du Haymarket, survenue à Chicago en mai 1886. C'est à la suite de cet événement funeste que, chaque année, on célèbre partout dans le monde la Fête des travailleurs.

## Souvenirs du Nicaragua

Les trépignements des intellectuels médiatiques en faveur de la « guerre humanitaire » ne datent pas d'hier

L'intellectuel de salon se délecte d'un frisson: exhorte l'Occident à bombarder les populations des pays où ses livres se vendent mal et où, par conséquent, le totalitarisme menace.

En 1979, le Front sandiniste de libération nationale balaye le dictateur Somoza et socialise l'économie. Les États-Unis réagissent en armant une guérilla d'extrême droite, la « Contra », dont les miliciens sèmeront la mort et la désolation. Un rapport américain (février 1999) affirme que cette même stratégie aurait fait plus de 200000 morts au Guatemala depuis 1960, et accuse l'armée soutenue par Washington de s'être rendue coupable d'« actes de génocide » contre le peuple maya.

La situation au Nicaragua a ému plusieurs dizaines d'intellectuels au grand cœur. En France: Bernard Henri-Lévy, Fernando Arrabal, Claudie et Jacques Broyelle (tous trois anciens militants maos), Emmanuel Le Roy-Ladurie, Jean-François Revel (bonze chauve du journal Le Point), Léonid Pliouchtch et Pierre Daix (biographe d'Aragon puis hagiographe de Pinault), etc. Estimant que « l'avenir de la démocratie est actuellement mis en jeu au Nicaragua », les pétitionnaires supplient le Congrès américain « dans un esprit de solidarité démocratique, de reconduire l'aide à la Résistance nicaraguayenne » (Le Monde, 21.03.85). C'est-à-dire d'intensifier les massacres perpétrés par la Contra. Car, pour l'état-major de Saint-Germain-des-Prés, « la reconduction de cette aide est nécessaire d'un point de vue stratégique: la junte sandiniste n'a jamais caché que son but est l'intégration de toute l'Amérique centrale en une seule et même entité marxiste-léniniste ».

Ils concluent: « Le monde libre attend votre réponse. Ses ennemis aussi. »

(PLPL, n° 4)

## Moyen-Orient

Entre Israéliens et Palestiniens se poursuit le processus de guerre.



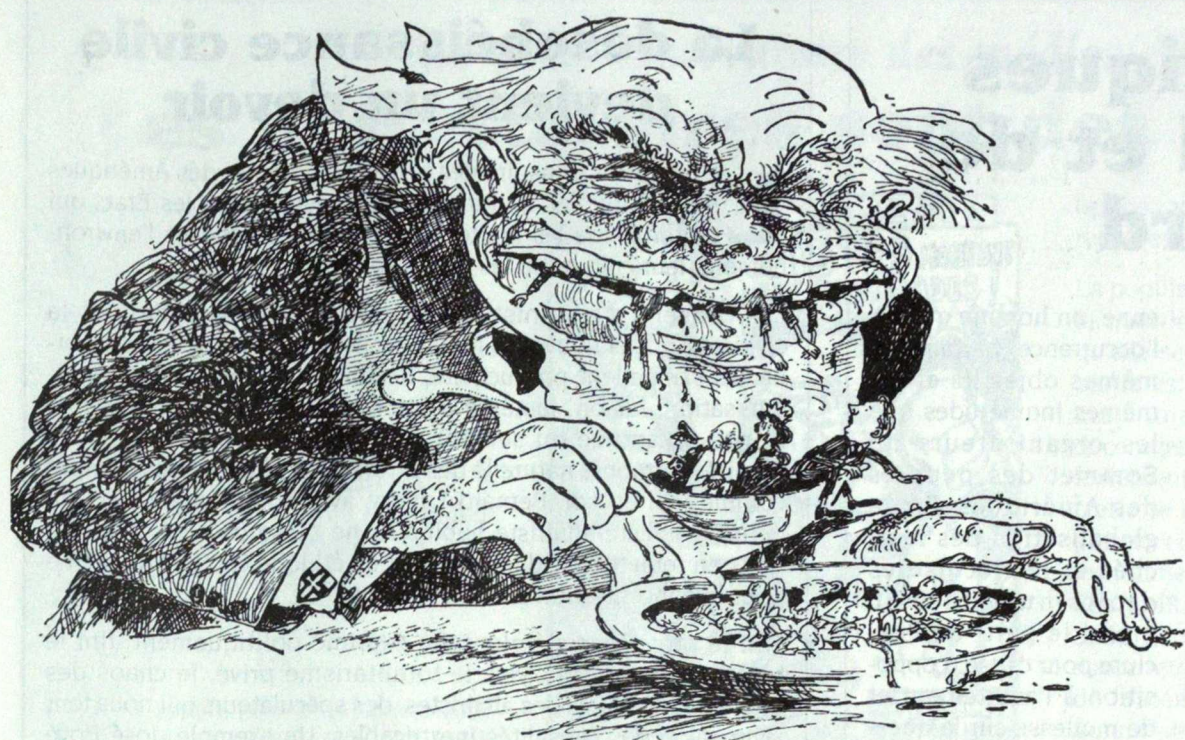
Happy birthday!

Le Couac se doit de souligner, avec une émotion contenue, que cette année Sa Majesté Elizabeth II, reine du Québec, du Canada, de la Grande-Bretagne, etc., atteint les 75 ans, dont 48 ans de règne.



## LA VRAIE RAISON DE LA DESTRUCTION DES BOUDDHAS:





## Relations de travail chez National Verbatim

Les informations concernant la gestion interne de National, et en particulier ses relations de travail, ne sont pas aussi accessibles (on s'en doutera) que les communiqués de presse émis au nom de ses clients. De toute façon, ses conseillers ne sont pas tout-à-fait ce que l'on pourrait qualifier de représentants du lumpen-prolétariat. Mais le cas de son ancienne filiale, Transcriptions Verbatim inc., fournit des indices révélateurs sur la conception très « adaptée à la mondialisation de marché » de National à propos des rapport employeurs-employés et le syndicalisme.

Fondée en 1988 par National, alors désireux de rentabiliser son service interne d'analyse des médias, Verbatim est une entreprise spécialisée dans le « monitoring » (dépouillement) des médias et la rétro-information (i.e. l'analyse rétrospective de la couverture de presse sur un sujet donné). Il s'agit là d'un sous-secteur des relations publiques des plus lucratifs et dont les deux gros joueurs au Québec, Verbatim et Mediascan (anciennement Caisse Chartier), se partagent l'essentiel du marché.

Les services de monitoring et de rétro-information consistent notamment en résumés et transcriptions écrites de bulletins de nouvelles audiovisuels, de revues de presse écrite, d'analyse statistique concernant la fréquence de la mention d'un sujet, d'un concept, d'une entreprise. Étant donnés les tarifs prohibitifs, ce sont essentiellement des organismes gouvernementaux ou des grandes entreprises qui recourent à ce genre de service, et ce en vue de mesurer la diffusion d'un sujet dans les médias, de suivre l'évolution d'un secteur économique, de connaître les rabais offerts dans les publicités des concurrents, de poursuivre André Arthur en citant exactement ses propos en cour (véridique!) et surtout, de savoir si une image ou le message d'une entreprise « passe » auprès des médias.

L'année 1995 s'annonce heureuse pour les propriétaires de Verbatim: un nouvel accord de partenariat et de non-concurrence avec Bowdens Media Monitoring Ltd., une filiale de Rogers Communications, lui laisse le marché québécois, alors que Bowdens se concentre sur le marché canadien-anglais. Mais voilà, ses employés ont l'impertinence de déposer, en juillet 1995, une demande d'accréditation syndicale auprès du ministère du Travail. Le Syndicat des travailleuses et travailleurs de Verbatim (STTV), affilié à la Fédération nationale des communications (FNC) de la CSN, entend représenter la trentaine d'employées et employés non-cadre alors à l'embauche de l'entreprise.

De quoi se plaignent-ils donc, ces jeunes employés (tous dans la vingtaine et la trentaines) qui ont l'honneur de travailler dans un secteur de pointe de la mondialisation, claviers et souris fournies? Bilingues, de formation universitaire, rapide à la saisie de données, manipulant des bases de données spécialisées, maîtrisant l'actualité québécoise et canadienne ainsi que le monde des médias, les employés sont pourtant payés à des salaires variant entre 7,25\$ et 9,50\$, quelques fois plus dans lorsque l'ancienneté dépasse les cinq ans. Des primes sont notamment réclamées pour les employés de nuit (qui doivent terminer leurs revues de presse avant les heures de bureaux). L'attitude arbitraire de l'employeur est aussi dénoncée: on oblige à travailler lors des jours fériés, l'ancienneté n'est pas respectée lors de l'attribution des vacances. Les salaires varient même d'une personne à l'autre pour un même poste et une même ancienneté: « J'ai été embauché à 7,25\$ au service des revues de presse, alors qu'un collègue qui a passé son entrevue le même jour pour un poste équivalent s'est vu offrir un salaire de 7,50\$ de l'heure, alors qu'un autre collègue recevait 8,00\$, rapporte Yanic Viau, ancien employé de Verbatim et premier tré-

sorier et responsable du comité de négociation du STTV-CSN. Aussi, on souhaite mettre fin au recours à des agences de placement privées censées fournir une main-d'œuvre « temporaire » et « occasionnelle » pourtant de plus en plus présente.

Si la reconnaissance du syndicat n'est pas remise en cause (si l'on exclut la mise à pied du président fondateur du syndicat), National se met sur le pied de guerre en vue de la négociation de la première convention collective, qui débute en décembre 1995. On recourt aux services d'Heenan Blaikie, cabinet d'avocat dont la réputation n'est plus à faire, pour négocier avec le syndicat. Le directeur général d'alors, Marcel Isabel, est désigné comme bouc émissaire par ses grands patrons qui n'acceptent pas qu'il

ait pu « faire rentrer l'union ». Ils le rappellent donc aux bureaux de National, où il y travaille pendant quelques semaines avant de remettre mystérieusement sa démission. Luc Beaugard le remplace

alors par son poulain, un jeune cadre dynamique du bureau de Verbatim à Québec, dont la hauteur du « défi » a pourtant rapidement raison de la motivation: on lui montre la sortie deux mois plus tard.

« J'ai voulu négocier un changement d'horaire pour retourner aux études et on m'a répondu avec une cessation d'emploi indiquant mon congédiement », explique Yanic Viau, militant syndical qui a dû être réembauché après qu'une plainte ait été déposée par le syndicat au Commissaire du travail.

Mais Verbatim n'est pas McDonald. Elle ne peut compter sur une main-d'œuvre instable et non qualifiée pour réussir à « casser » le syndicat. National se met donc à la recherche d'acheteurs potentiels à qui elle voudrait l'entreprise devenue une patate chaude.

L'objectif d'un cabinet de relations publiques comme National est de contrôler l'information et non de faire lui-même l'objet de nouvelles... Comment garantir à ses clients le contrôle de leur image, la gestion des crises et la bonne marche de leurs affaires s'il se trouve lui-même aux prises avec un conflit de travail et la nécessité de faire des concessions à ses employés?

Deux anciens cadres de Vidéotron, Georges Lebel et Robert Gagnon, se montrent intéressés à acheter la filiale. Mis au courant de la syndicalisation, ils s'apprentent tout de même à signer le contrat de vente en mai 1996. Mais les négociations, qui se portaient à leur meilleur aux yeux de National (qui avait pourtant décidé de les accélérer en recourant à la médiation), sont interrompues par une journée de grève-surprise suivie massivement par les employés, qui vont alors piqueter dans les corridors de l'édifice du ministère du Travail où a lieu la médiation. L'effet est réussi et la convention collective est finalement signée quelques jours plus tard, à la satisfaction des syndiqués qui voient leurs principales revendications satisfaites.

Un des arguments de National pour s'opposer à la signature d'une convention collective acceptable pour les employés était la difficulté de concurrencer Caisse Chartier (aujourd'hui Mediascan) à cause de nouvelles charges salariales et sociales. Cela n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, et sans doute par leur souci de rétablir cet « équilibre » perdu, les employés de Caisse Chartier signaient à leur tour en 1997 une demande d'accréditation syndicale. Caisse Chartier a toutefois décidé de montrer à National ce qu'était un véritable patron de combat et après s'être battue (sans succès) par tous les moyens pour empêcher la reconnaissance du syndicat, la première convention collective est toujours dans l'attente d'être conclue...

ELCOUAC MASQUÉ

## CONFIT D'INTÉRÊTS

Les bons amis font les bons contrats

### Le cabinet de relations publiques national

Le Cabinet de Relations publiques National est le plus gros cabinet de relations publiques au Canada. En 1999, National a enregistré des revenus bruts de plus de 45 millions \$, dont 25 millions \$ au Québec seulement. À l'origine National n'était qu'une modeste firme de relations publiques appelée **Beaugard, Landry et Nantel**.

#### Les pères fondateurs

**Luc Beaugard** a d'abord été l'attaché de presse de **Jean-Guy Cardinal**, alors qu'il était **ministre de l'Éducation du Québec**. En 1973, Beaugard a été nommé **président et éditeur du journal Montréal-Matin**. C'est lors de la fermeture de ce journal, en 1976, que Beaugard a eut l'idée de se recycler dans les Relations publiques.

**Roger D. Landry**, (associé fondateur de Beaugard, Landry, Nantel) a fait long feu dans ce qui était à l'époque une petite firme. Son ambition lui fait quitter ses amis vers 1979 pour devenir **vice-président de ITT Rayonier** au Québec, puis **vice-président au marketing des Expos de Montréal**. Landry devient par la suite **président et directeur de La Presse**. Landry *the magnificent* est un homme formidable. Il est d'ailleurs décoré du titre d'officier de **l'Ordre national du Québec**, de **Compagnon de l'Ordre du Canada**, de **Chevalier de l'Ordre national** et de la **Légion d'Honneur de France**. Notons que Landry, qui n'est plus à *La Presse*, a repris du service chez National, où il a été nommé conseiller en septembre 2000...

L'autre associé fondateur, **Roger Nantel**, a quitté le navire pour devenir le conseiller en communications de **Brian Mulroney** au début des années 1980. Lors des élections fédérales de 1983, il devint un important collecteur de fonds pour les conservateurs de Mulroney. Notons au passage que c'est à cette époque qu'il rencontra **Karlheinz Schreiber**, trafiquant d'armes notoire et important bailleur de fonds du parti de Mulroney. M. Schreiber est impliqué dans les scandales des caisses occultes du **CDU d'Helmut Kohl** en Allemagne, dans l'affaire **Alfred Sirven et Total Elfina** en France et dans les pots-de-vin des **Airbus A-320** au Canada.

Roger Nantel sera trouvé **mort** à son chalet des Cantons de l'Est avec un revolver à ses côtés, au début des années 1990. Le coroner a conclu qu'il s'agissait d'un suicide.

Peu avant sa mort Nantel avait avoué à la **GRC** que les sommes importantes d'argent qu'il accumulait dans de mystérieux comptes de banques en **Suisse**, étaient en fait destinées à **un haut gradé du parti conservateur** et que plusieurs pontes de ce parti avaient des **liens étroits avec le crime organisé**.

#### National ratisse large

Beaugard a lancé son cabinet en charmante compagnie. Le départ inopiné de ses amis vers d'autres cieux lui a fait rencontrer d'autres personnes, toutes aussi charmantes et influentes.

En 1984, **Daniel Lamarre**, un jeune loup, quitte Burson-Marsteller pour devenir associé principal de Beaugard. Plus tard, il sera nommé président. Il vend ses parts en 1997 pour devenir le **président de Télé Métropole (Groupe TVA Inc.)**, poste qu'il quittera en catastrophe en 2000 pour rejoindre le **Cirque du Soleil**. Il est également membre du CA des Restaurants **McDonald du Canada Ltée**, un des principaux clients de National.

National recrute des clients prestigieux à la pelle. **Provigo** fait appel à ses services pour rallier tout le monde à l'ouverture de ses magasins le dimanche. Des **hommes politiques** engagent National pour vendre leur image à l'électorat et rafler les élections. En 1995, National achète les actifs canadiens de **Burson-Marsteller** et voit ses revenus grimper illico de 5 millions \$. Burson-Marsteller conserve environ 20% des parts dans National mais le contrôle appartient aux deux actionnaires majoritaires: Beaugard et Lamarre.

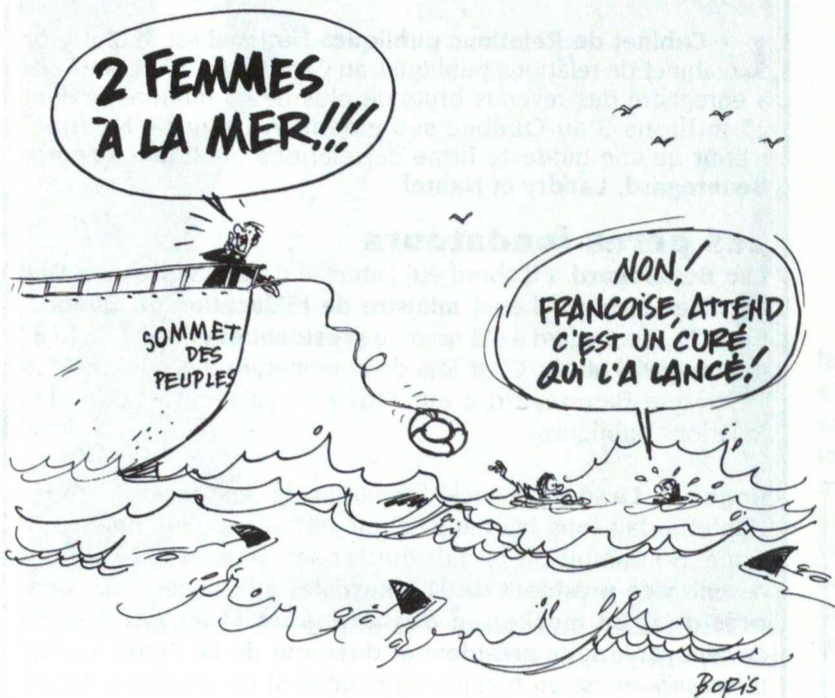
La famille National grandit. **Jennifer Robinson**, ex-éditrice associée et **éditorialiste en chef à La Gazette**, joint National en août 2000 à titre de conseillère senior aux affaires corporatives. **André Dupras** entre chez National en août 2000. Il était auparavant **vice-président aux affaires publiques chez Donohue et ex-directeur** chez **CIBC** au Québec. **Marc Grégoire**, l'ancien vice-président aux communications du **Vieux-Port de Montréal**, devient **vice-président au marketing chez National** en août 2000. **Andrew Molson**, fils d'Éric Molson (président du conseil d'administration de **Molson**, un gros client de National), devient conseiller principal chez National en 1996. De 1997 à décembre 2000, il sera le porte-parole de la **Bourse de Montréal**, pour les questions de restructuration des Bourses canadiennes et la démutualisation de la Bourse de Montréal tout en étant dans la liste de paie de National qui l'avait « prêté » temporairement à la Bourse de Montréal.

Parfois la famille perd des rejetons: **Paul Wilson** qui fut vice-président aux communications du bureau de Montréal de National depuis 1988, et s'occupait des clients **McDonald, Intrust, Claridge (pdg Stephen Bronfman)** et de l'image de **Stephen Bronfman (fils de Charles)** chez les **Expos de Montréal**; il a quitté au début de 2000 pour devenir vice-président aux affaires publiques des **Brasseries Labatt**. Dommage.

Mais il y a plus de nouveaux venus que de départs. Ainsi on pourrait parler de **Guy Côté**, associé chez National et **ex-conseiller du ministre ontarien David Peterson**. Glisser quelques mots sur **Michel Martin**, l'ancien attaché de presse du **ministre de la Santé Jean Rochon**, qui a ensuite été chef de pupitre pour **Washington** au **ministère québécois des Relations internationales** à Québec entre 1996 et 1999; avant de s'occuper des relations de presse et du marketing pour la section Amériques à **Investissement Québec** de 1999 à 2001; pour enfin devenir en février 2001, le **conseiller de Francine La Haye chez National**. Mais tenter de nommer tous les gens influents qui travaillent pour National coûterait trop cher en papier au *Couac*.

BENOIT PERRON ET FRANÇOIS PATENAUDE

# Les clones idéologiques de Françoise David et de Monique Richard



Y en a qui freakent quand il y a trop de monde. Sans doute une variante de l'agoraphobie. Le grand air, cela risque d'étourdir et il est si sécurisant n'est-ce-pas de n'être que quelques-uns à respirer le même air dans une petite pièce, bien serrés les uns contre les autres, au coude à coude. Car plus il y a de monde, moins on est au chaud dans son cocon, entre adultes consentants surtout, à l'abri de toute friture sur des ondes absolument bien ajustées. Sauf que s'acharner à être le moins nombreux possible pour avoir le moins de choses possible en discussion, partageant béatement absolument tous les points de vue et étant absolument parfaitement aux mêmes mamelles, ça ne fait pas nécessairement des enfants forts!

Toujours est-il que dans les groupes organisateurs du Sommet des peuples des Amériques, il s'en est trouvé à oublier que la base d'une action de masse consiste à élargir toujours davantage, plutôt que de le ratatiner, le nombre de celles et de ceux qui partagent fondamentalement les mêmes objectifs sur une question bien précise. Et même si l'espagnol, avec l'anglais, se trouve l'une des

deux langues au statut plus officiel que le français et le portugais dans les négociations de la ZLÉA, il faut en arriver à la conclusion que la nécessité d'agir en sorte qu'un *Frente amplio* soit nécessaire a échappé aux dignes représentant-tantes de la FFO et de la CSQ, les bien nommées Fédération des femmes du Québec et Centrale des syndicats québécois.

Quand c'est la *political correctness*, — cette détestable engeance d'origine étatsunienne, là où, pourtant, ne fleurissent pas tellement les fleurs de la démocratie —, qui tient lieu de politique et sert de critère dans le choix de ses alliés objectifs et circonstanciels, on pince le nez sur les conditions nécessaires à l'établissement d'un véritable rapport de forces et on en vient à ne plus savoir évaluer la capacité d'entraînement et la valeur pédagogique, auprès des masses d'Amérique latine par exemple, de la présence à ses côtés d'un archevêque dénonçant les mêmes magouilles et les mêmes injustices.

Or donc, plutôt que de tableur sur l'élargissement d'un rapport de forces global résultant de la présence, sur l'estrade, du primat de l'Église canadi-

enne, un homme qui, en l'occurrence, partage les mêmes objectifs et les mêmes inquiétudes que les organisateurs du Sommet des peuples des Amériques sur la globalisation des marchés et les reculs des droits humains, on prend le parti de l'exclusion pour cause d'opposition à l'avortement et de mollesse sur la question de la disparition des écoles confessionnelles. Est-il si difficile d'être à la fois en faveur du droit à l'avortement et contre les écoles confessionnelles tout en sachant garder ses capacités d'analyse politique quand vient le temps d'élargir le spectre des résistants, de grossir les régiments de combattants ?

L'action collective interdit d'exiger qu'il n'y ait de solidarité possible qu'avec des clones idéologiques de ses propres convictions. C'est ce que semblent pourtant professer les organismes présidés par mesdames David et Richard. Voilà ce qui s'appelle plutôt cultiver l'esprit de chapelle et, pour demeurer dans le ton, rappelons-nous qu'on n'a jamais construit de cathédrales en multipliant le nombre des chapelles.

C'est quand même un curieux et plutôt triste retournement des choses que ce soient aujourd'hui d'éminentes représentantes de la société civile qui jouent de la mise à l'index, de la censure et du bâillon à l'endroit d'une Église qui en avait elle-même tellement abusé du temps de sa grande noirceur...

Le bon sens a fini par prévaloir et le Sommet des peuples a décidé *in extremis* de redonner un droit de parole à Mgr Couture, qui s'est adressé au Sommet des peuples à la fin de la rencontre.

MICHEL RIOUX

# La désobéissance civile devient un devoir

Le peu qui a transpiré des textes du Sommet des Amériques montre que les multinationales poursuivront les États qui tenteront de les limiter par des lois protégeant l'environnement, leur culture ou les droits sociaux.

Les conseils d'administration des compagnies définiront la civilisation. Les nouvelles idoles cachées au fond de leurs tabernacles s'appellent productivité, flexibilité, rationalisation, mondialisation, fusion, justesse a priori des prix du marché, supériorité présumée du secteur privé, droit de propriété privé illimité, harmonie naturelle des intérêts les plus grossiers, impôt comme mal en soi. Bernard Landry, avec son arrogance et son délire jovialiste-affairiste habituels, ne cesse de nous inviter à nous en remettre à Adam Smith et à l'éthique capitaliste, même pour la concentration dans les médias.

Fini le projet social volontaire exprimé politiquement, fini le totalitarisme d'État, vive le totalitarisme privé, le chaos des intérêts individuels des affairistes, des spéculateurs qui nous font vivre selon des causalités inextricables. Un exemple: José Bové parle des modes de vie ruinés: partout les paysans deviennent de simples sous-contractants de multinationales qui imposent leurs normes. On a tous vu les reportages sur les effets de l'élevage concentrationnaire, l'abattage des animaux nourris aux résidus de carcasses contaminées selon les recettes de profits des multinationales de l'élevage. On ne parlera pas du martyr des animaux, cadet des soucis des conseils d'administration, des effets de l'élevage industriel surmédicamenté, etc. Mais y-a-t'il encore un naïf pour penser que cette instrumentalisation au profit se borne aux animaux? La répression du monde économique-technique est générale.

Nous constatons tous l'impuissance coupable des gouvernements devant la collusion des pétrolières qui ont quintuplé leurs profits l'an dernier. La Caisse de dépôt vient d'investir 150 millions dans l'américaine Metro-Golwyn-Mayer, mais Chevrette déclare ne pas avoir d'argent pour construire un pont. Nous ne pourrions plus sortir de notre salon sans payer une rançon aux multinationales. Après avoir donné les forêts pour la coupe à blanc, Brassard décrète une politique de dumping énergétique qui livrera les plus belles rivières du Québec aux grosses compagnies, genre Boralex des frères Lemaire, afin de construire des barrages privés dont la production est achetée d'avance par Hydro-Québec pour exportation aux États-Unis.

Tous les petits Bernard Landry poursuivent des taux de croissance du PIB de 3-4% annuels: à ce rythme, la production double à tous les 17 ans alors que la nature ne peut déjà plus supporter le niveau actuel. Par exemple, cette absurde politique de doublement des exportations agricoles qui est en train de transformer le Québec en fosse à purin (400 municipalités sont en dépassement des normes, les nappes phréatiques sont en péril) pour que les 50% d'obèses de la frontière sud puissent continuer de manger du bacon bon marché avec leurs oeufs et leurs cheeseburgers. Que dire de cette usine d'éthanol qui ruinera les terres agricoles en transformant le maïs en carburant pour les autos alors que du monde crève de faim ailleurs sur la planète. Notre seul problème en est un de répartition. Selon le Conseil national du Bien-être social, il faudrait 18 milliards annuels supplémentaires pour éliminer la pauvreté au Canada. Cela pourrait se faire via un revenu de citoyenneté. Sans parler des provinces, le fédéral seul a décrété 100 milliards de réduction d'impôts sur cinq ans, mais on continue de faire chier Michel Chartrand en disant que le revenu de citoyenneté est un rêve. Landry accorde des milliards en exemptions d'impôts aux compagnies. L'État croupier péquiste a « augmenté » le chèque de base de l'aide sociale de 489\$ à 501\$ Or on sait bien qu'il aurait fallu 508\$ pour simplement conserver le pouvoir d'achat après inflation. On se souviendra du 10 cents d'augmentation du salaire minimum qui lui aussi était inférieur à l'inflation...

A-t-on vraiment encore le devoir moral de collaborer à cette société? Le seul devoir est de la changer.

MICHEL BERNARD

## Devinette D'où est tiré le texte suivant ?

«Pâques, fête du Christ à jamais vivant! Fête du temps perdu et retrouvé! Fête de la mort vaincue! La vie promise à tous ceux et celles qui auront assez aimé pour oser croire sur Parole qu'ils pourraient se retrouver un jour — Jour éternel — en corps et âme, réunis à jamais par l'Amour» et bla bla bla...

1. D'un texte de Benoît Lacroix
2. D'un sermon de curé
3. D'un éditorial du Devoir
4. Toutes ces réponses

La bonne réponse est 4. Voilà le genre de texte hautement inspiré que le quotidien intello du Québec donne à ses lecteurs deux fois par année, à Pâques et à Noël. *Le Devoir*, journal indépendant de toute influence occulte, ne trouve rien de gênant à céder ainsi son éditorial au Dominicain Benoît Lacroix O. P. (pour Ordre des Prêcheurs) qui nous livre depuis 15 ans ce genre de textes redondants d'une navrante insipidité.

Dans le même numéro du 14 avril, à la suite de l'éditorial du prêcheur, un second éditorial signé de Bernard Descôtiaux avait pour titre «Manque de jugement»...

DANIEL BARIL

## Inconvénient

Le Sommet des Amériques a forcé des tas de journalistes à essayer de comprendre ce qu'est la mondialisation de l'économie. Jusque là, le métier pouvait facilement s'exercer sans ça.



## Image

La Presse continue de rajeunir son image. Après avoir remplacé une vieille maquette par une nouvelle, on remplace désormais les vieux cons par des cons plus jeunes.

## Jean-Pierre Berlan

# La guerre au vivant OGM & autres mystifications scientifiques

La biologie moderne et ses biotechnologies relèvent plus de la spéculation financière caractéristique de notre époque que d'une science qui a perdu jusqu'au souvenir qu'elle avait pu se ranger sous la bannière de la vérité, du désintéressement et de l'émancipation.



La Guerre au vivant • 168 pages, 15,95\$ taxe incluse!  
Bon de commande à nous retourner

par courrier: COMEAU & NADEAU ÉDITEURS  
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal  
(Québec) H2H 1V0

Je règle par:  Mandat  Chèque

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

En vente dans toutes les librairies, 18,95\$ + tx  
# TPS: 143635464



Le petit observatoire des médias

Les protestataires sont des crétins

Qui donc a l'audace de protester contre la mondialisation de l'économie? Des crétins.

Et de quel droit protestent-ils? Aucun.

Et avec quels résultats, alors? Le néant.

Trois éminents commentateurs de la presse québécoise se sont récemment donné la main pour établir ces trois savantes conclusions. Voyons un peu leurs arguments.

\*\*\*

Dans un article intitulé *Woodstock 2001* et paru dans *La Presse* du 14 avril, Mario Roy nous dit qui sont ces gens qui vont aller manifester à Québec. Pêle-mêle, il énumère, et croix de bois croix de fer, je cite, si je mens je vais en enfer: des gens déguisés en dauphin, en tortues de mer ou en vaches; de grands adolescents et de jeunes adultes; des manifestants professionnels souvent rétribués par les gros syndicats; des organismes « populaires » (les guillemets sont dans le texte...) attachés avec un collier et une laisse au poteau de l'État et qui ne présentent aucun intérêt; des petits bums; des cégépiens qui n'ont pas envie de se taper 15 bouquins d'économie touffus et arides; des incultes qui adoptent la théorie simpliste du Grand Complot.

Pouquoi tous ces gens protesteront-ils à Québec? Pour la seule raison qu'il faut y être, assure Roy; pour la musique et le pot; parce que c'est un prétexte; parce que le *party* est pogné et qu'il ne faut pas rater ça.

Après avoir ainsi copieusement conchiés tout ce à l'audace d'être con-



tre, Tonton Mario se fait plus doux. Ces jeunes imbéciles sont contre le système, c'est bête, c'est incompréhensible, mais c'est de leur âge. Soyons donc indulgents envers ces pauvres crétins.

Bref: militants, vous êtes des cons, mais ça va vous passer.

J'avais promis d'examiner les argumentaires. Je suis désolé: ici, il n'y en a pas.

\*\*\*

De quel droit les opposants à la mondialisation manifestent-ils? Aucun. Telle est la conclusion à laquelle arrive Alain Dubuc, toujours dans *La Presse*, cette fois du 17 avril.

Ceux qui s'opposent à la mondialisation en cours, explique Dubuc, disent représenter les citoyens, le vrai monde. Mensonge. Le vrai monde n'est pas fortement opposé à la ZLÉA et donc les

opposants ne peuvent prétendre les représenter.

La population, c'est vrai, est divisée sur la question de la mondialisation telle qu'elle se déroule en ce moment. Une partie est pour, fortement ou un peu; mais une autre partie, malgré des décennies de propagande, est contre, fortement ou un peu. Dans la démocratie telle que la conçoit Dubuc, les premiers ont droit de parole, possèdent les journaux, les médias et ont accès à des politiciens qu'ils font élire. Les autres ne représentent personne. C'est assez intéressant comme conception de la démocratie, à condition qu'on donne une nouvelle et inédite définition de ce concept. Par exemple en disant que la démocratie c'est quand le patron d'Alain Dubuc s'entend avec les représentants des gouvernements.

La conclusion de Dubuc est que si ces mouvements citoyens ont bien une certaine utilité — même lui doit reconnaître que ça a bien donné quelque chose — la véritable société civile, c'est ce qui s'exprime à travers les partis politiques et les élus. « C'est vers le gouvernement qu'on se retourne pour défendre les intérêts des citoyens et promouvoir la justice sociale », assure Dubuc.

Il faudrait en informer les zapatistes, qui n'ont pas dû y penser.

\*\*\*

La chose est donc entendue: tous ces manifestants sont des crétins et ils n'ont aucune légitimité. Mais au moins, direz-vous, leur action a permis d'obtenir des résultats. Le dérapage provisoire de l'AMI, Seattle, l'information qui circule, et tant d'autres choses encore, c'est un peu beaucoup grâce à ces crétins mobilisés, non?

Absolument pas, explique Michel C. Auger dans *Le Journal de Montréal* du 19 avril.

Lui aussi concède quelques mérites aux militants antimondialisation; mais il insiste pour dire que ce qui permet de gagner des batailles pour « influencer dans le bon sens », ce sont des « politiciens progressistes et intelligents ». Voyons voir.

Premier exemple: l'AMI. Qui l'a tué, demande Auger. Réponse: Lionel Jospin. La réponse est à la hauteur de la question. Car le fait est que l'AMI n'est pas mort. Ses propositions sont reprises sans arrêt, ici et là, insérées dans de nouveaux accords et ainsi de suite. Ensuite le gouvernement français, Jospin en tête, ont réagi à la pression citoyenne pour mettre provisoirement de côté un accord dont ils étaient parti prenante et qui se négociaient en secret, au sein de l'OCDE et précisément à Paris.

Pour vous situer cet argumentaire: quand le plombier vient chez lui réparer le tuyau qui fuit, Michel C. Auger remercie le lavabo.

Au secours de son argumentaire pour nous démontrer que ce sont les institutions politiques qui font tout le travail, Auger cite ensuite Al Gore et Bill Clinton, qui sont, il faut croire, des « politiciens progressistes et intelligents ».

Pour vous situer cet argumentaire: un pompier, selon Auger, c'est quelqu'un qui vient lancer de l'essence sur le feu.

\*\*\*

Cette image du monde et du politique où les citoyens sont des crétins et sont de trop vous était gracieusement offerte par les deux grands groupes médias du Québec.

Vous êtes priés de rien lire d'autre.

RAYMOND-LA-SCIENCE  
baillargeon.normand@uqam.ca

La nouvelle censure



L'écrivain autrichien Karl Kraus (1874-1936)

Préfaçant la pièce de Karl Kraus, *Les Derniers Jours de l'humanité*, le philosophe Jacques Bouveresse se demande si les bienfaits de la liberté de la presse ne sont pas en train de s'effacer devant ses méfaits<sup>1</sup>. Question tabou, il l'admet. Mais est-elle vraiment aussi tabou que cela? La pièce de Karl Kraus stigmatise les journalistes et le bourrage de crâne de la Grande Guerre. Elle fut hélas d'actualité pendant toute la durée des bombardements de l'OTAN au Kosovo<sup>2</sup>.

Et elle le redeviendra dès la prochaine opération militaire. Car, après Timisoara et l'invasion américaine de Panama (décembre 1989), après la guerre du Golfe (août 1990-mars 1991), après Maastricht (septembre 1992<sup>3</sup>), ce que chacun a vécu au moment de la guerre du Kosovo — la purification « démocratique » dissimulée sous l'habit de lumière d'une bataille contre la « purification ethnique », l'hystérie propagandiste, les mensonges, les exagérations, les manipulations, les intimidations, les dissimulations, les anathèmes — tout cela amoindrirait terriblement le désir le plus forcené de défendre la « liberté de la presse ». C'est-à-dire par exemple la liberté pour Matra Hachette de posséder l'information (Télé 7 jours, Europe 1, le Journal du dimanche, Paris Match, et tant d'autres), sa diffusion (NMPP, Relais H<sup>4</sup>) et... la fabrication des missiles nécessaires à l'exécution des missions militaires rendues populaires grâce à l'information.

Ainsi, au moment où la presse Hachette poussait à la guerre totale au Kosovo et assimilait les adversaires de l'OTAN à des « complices de Milosevic », les usines

Matra fabriquaient tranquillement, moyennant 1 million de francs l'unité, ces missiles guidés au laser qui trouvèrent dans les Balkans quelques « bavures » à faire.

Mais un tel rapprochement — imprudent, insolent, outrancier — entre production d'armes et production d'idées, création de valeur pour l'actionnaire et combat pour les valeurs « humanitaires », inutile de le chercher dans la grande presse, fût-elle formellement indépendante des généraux, des marchands de canon et des vendeurs d'eau. Les réseaux d'alliance, ou « synergies », garantissent à la fois la loi du silence et le choix par l'« information » d'informations idéologiquement formatées pour favoriser la contemplation béate de la nouvelle économie au service du vieil empire: « Diana », « Monica », « Lætitia », etc.

Bien sûr, on pourrait ironiser sur l'inceste apparemment voluptueux entre une prévarication institutionnalisée et la concoction obstinée d'une insignifiance tellement tapageuse qu'on la dirait destinée à couvrir le bruit du frottement des corps.

Mais ce qui désarme l'ironie au profit du ressentiment, c'est le ton hautain et permanent des croisés de l'ordre médiatico-marchand. Leur magistère sur l'opinion est désormais si peu discuté, leur omniprésence tellement assurée qu'ils voudraient en plus feindre le rôle d'arbitre des élégances intellectuelles. Tel directeur d'hebdomadaire socialo-publicitaire dispose ainsi de deux émissions régulières dans la principale radio publique<sup>5</sup>, tel directeur d'un grand quotidien parisien du matin anime un talk-show stratégique, tel directeur d'un grand quotidien parisien du soir<sup>6</sup>, passé sans embûche de la LCR à la LCI<sup>7</sup>, mande dans un salon audiovisuel ses « intellectuels » de la semaine.

C'est-à-dire très précisément ceux (BHL, Sollers, Sollers, BHL) qui éditorialisent déjà dans le grand journal de référence<sup>8</sup>, peut-être parce qu'entre autres qualités ils ne manquent jamais de saluer en bonne place — et comment ne serait-elle pas la meilleure — les ouvrages de ses deux directeurs.

Ce néototalitarisme onctueux, emprunt de révérence pour le « débat », exige le concours du quateron de penseurs formatés qui savent s'affronter sur des brouilleries et couvrir du fracas de leurs petites divergences la profondeur de leurs convergences inavouées.

Dont la démocratie et le marché. Alors que le second, censitaire, ne peut que haïr la première, égalitaire, le dogme d'une corrélation entre les deux, d'abord

développé par la pensée ultra-libérale la plus verrouillée, a fini par contaminer l'espace public, parfois avec l'appui des simulateurs de la contestation. Et dans une presse qui ne cesse de clamer que sa liberté est garantie par le concours des annonceurs, qui discuterait encore ce genre de postulat? Déjà, sous réserve d'une très providentielle faillite des boursicoteurs de la « net-économie », la valeur du site interactif des grands périodiques représente trois ou quatre fois celle du journal lui-même. Un journal sans lequel ce site n'existerait pourtant pas ou ne vaudrait rien.

Une telle irrationalité (le pouvoir de vendre du vent) irrigue les fantasmes des quelques journalistes dominants qui découvrent qu'ils pourront bientôt ajouter la fortune matérielle au capital de respect que leur assure déjà leur position d'arbitre de tous les « débats ».

Quand les manipulations de l'information sont habituelles, quand des fabricants d'armes diffusent la morale du jour, quand l'espace public, déjà endeillé par les privatisations, est envahi par le fracas publicitaire et boursier, quand de « grands » journalistes ne rêvent que de faire équipe avec les maîtres de la planète — lesquels sont aussi les maîtres des médias —, quand une pensée de marché ampute notre compréhension du monde, et quand tout cela se fait au nom de la liberté, comment ne pas partager un instant le sentiment de Karl Kraus qu'appliquée à la presse la « liberté » vaut à peine mieux que la censure?

SERGE HALIMI

Initialement paru in *Autre Futur* (25 avril-2 mai 2000), ce texte paraîtra dans le prochain numéro de la revue *Agone*

1. Karl Kraus, *Les Derniers Jours de l'humanité*, préface de Jacques Bouveresse, postface de GERALD STEIG, traduit de l'allemand par Jean-Louis Besson et Henri Christophe (Comeau & Nadeau-Agone, Montréal-Marseille, 2000).
2. Lire « L'opinion, ça se travaille... » Les médias, l'OTAN & la guerre du Kosovo, Serge Halimi & Dominique Vidal (Comeau & Nadeau-Agone, Montréal-Marseille, 1999).
3. En référence au référendum qui fut l'occasion — notamment en France — d'un grand concert de bourrage pour prendre le chemin de l'unité dans la libéralisation par l'adoption de la monnaie européenne en 2001, l'euro. [ndlr]
4. C'est-à-dire l'essentiel de la vente en kiosque, dans les gares, etc. [ndlr]
5. Il s'agit de Laurent Joffrin, du *Nouvel Observateur*. [ndlr]
6. Il s'agit de Serge July, de *Libération*. [ndlr]
7. Il s'agit d'Edwy Plenel du *Monde*. [ndlr]
8. *Le Monde*, évidemment. [ndlr]



## Retour à la taverne



Vadeboncoeur s'attaque une fois de plus au vide de la pensée érigé en système

Dans la taverne où je me suis réfugié pour écrire, deux boxeurs à la télévision se tapent sur la gueule en silence. Les haut-parleurs de la place crachent du blues. Derrière moi quelques ivrognes, pleins jusqu'aux oreilles, commentent d'une voix pâteuse, la dernière élection dans Mercier. Et je suis là, passablement déprimé par cette victoire de la droite, à tenter de rassembler mes idées pour vous parler du dernier Vadeboncoeur.

Je brûlais d'envie de lire *L'humanité improvisée* quand je l'ai reçu, un soir par la poste, cadeau d'un ami des Îles de la Madeleine. Gabriel Filion, un peintre des Îles, m'envoyait le livre par cet ami commun. Et comme les amis de mes amis sont mes amis, ça fait une histoire assez embrouillée. Faut vous dire que Filion est un ami de Vadeboncoeur et que Vadeboncoeur admire l'œuvre de Filion.

On pourra donc facilement nous accuser, au *Couac*, de copinage tel que la pratique la charmante Marie-France, le sympathique Richard ou le subtil Jacques du Boréal. Pour être méchant, on pourrait même parler, dans notre cas, de rapports incestueux. Non coupable, monsieur le juge. Je ne défends pas les petits copains, je défends des frères.

Ce n'est pas la même chose. Ne confondons pas s'il vous plaît le patronage avec la fraternité.

Depuis *Lettres et colère* publié chez Parti Pris, je suis un inconditionnel de Vadeboncoeur. Après la lecture de *L'Autorité du peuple* et de *La ligne du risque*, je suis devenu un partisan farouche. Et quand je parle de Vadeboncoeur, je ne fais pas de la critique, j'essaie tout simplement de partager la joie, le bonheur que j'éprouve en lisant ses livres.

Son dernier livre m'a rappelé *Trois essais sur l'insignifiance* parce que Vadeboncoeur s'attaque une fois de plus au vide de la pensée érigé en système. Cette fois, il dénonce l'insignifiance et la bêtise parées du titre pompeux de post-modernisme. Il démasque le Vide absolu, le degré zéro du Rien, la pensée réactionnaire et inhumaine des fumistes à la mode qui se prennent pour des intellectuels. À l'insignifiance branchée, Vadeboncoeur oppose la signifiante. La signifiante de Miron dont il trace un portrait chaleureux et magnifique. La signifiante du travail de Filion. La signifiante de Borduas malgré l'entreprise de congélation et d'ossification de la pensée du peintre organisée par les petits copains du post-modernisme.

J'ai toujours aimé chez Vadeboncoeur sa droiture, sa noblesse de pensée, sa grande exigence morale, la hauteur de vue de ses analyses. Un intellectuel de haut vol. Pour moi, il est le type même de l'intellectuel engagé, de l'intellectuel organique tel que décrit pas Gramsci.

Pourtant j'ai dû me tromper, car pour un certain Pierre Monette, critique professionnel à *Voir* et vaguement post-moderne sur les bords, il n'y a dans *L'humanité improvisée*

qu'une certaine nostalgie de collège classique.

Voilà l'opinion d'un journaliste dont l'envergure intellectuelle dépasse à peine celui d'une poule pondeuse ou d'un poulet barbecue. Encore une fois, c'est l'histoire de la poule sans tête analysant le vol de l'aigle.

Sûrement que me suis trompé, car un autre critique, dont j'ai oublié le nom, reproche à Vadeboncoeur de s'embourgeoiser, en consacrant un livre à l'art, et de trahir toute son œuvre antérieure plus directement politique.

Ce petit provincial qui, en plus se prend pour la gauche, confond le politique avec la petite politique des partis provinciaux. Il se figure sans doute qu'en portant une étiquette de gauche, ça rend plus intelligent comme par magie et que ça dispense du devoir de culture. Une dinde congelée qui analyse le vol de l'aigle, ça reste une dinde congelée, qu'elle soit de gauche ou de droite.

Derrière moi, les ivrognes dessoûlent comme par enchantement. À la télévision, Paul Cliche, exécute une petite danse de la pluie. C'est proprement indécent. Il fête quoi, au juste? La victoire de la droite? Charest aussi doit danser. À Ottawa, Jean Chrétien doit valser avec son ancien comptable de la mafia. La grosse vendeuse de drapeaux participe sans doute à la fête sur les genoux de mon oncle Paul.

Le moins saoul des deux ivrognes conclue: «Une politique supposément de gauche mais qui, en fait pave le chemin de la droite, c'est une politique de gauche ou une politique gauche? C'est une politique droite ou une politique à droite?» Son camarade de beuverie répond: «Tabarnak, un catalogue de bons sentiments comme ceux de Mère Thérèse, ça fait pas une politique de gauche.»

PIERRE FALARDEAU

Pierre Vadeboncoeur,  
*L'humanité improvisée*,  
Montréal, Bellarmin, 2000

## De l'État social à l'État pénal

«S'il était une ville, le système carcéral des États-Unis serait aujourd'hui la quatrième plus grande métropole du pays». Dans *Les prisons la misère*, Loïc Wacquant nous amène ainsi à voir que, plus vigoureux que les taux d'intérêt et bien moins risqué que les actions, l'emprisonnement est décidément un placement sûr dont le taux est à la hauteur de son succès auprès du gouvernement américain. *Think tanks*, voyages d'officiels officieux, oreilles bienveillantes et complicités médiatiques, universitaires, et politiques, ont achevé de créer une homogénéité de points de vue et de pratiques de part et d'autre de l'Atlantique quant à la mise en place d'un véritable État pénal venu occuper le champ libéré par la démission de l'État social.

Ainsi, entre 1983 et 1997, tandis que la population carcérale connaît une croissance de 43% en Angleterre pour atteindre 61940 personnes emprisonnées en 1997, une situation à peu près semblable à celle de la France, les Pays-Bas dénombrent 13618 personnes incarcérées, résultat d'une croissance de 240% au cours de cette même période. Toutefois, avec une population carcérale proche des 2M en 1998 (soit 141% d'augmentation), les États-Unis ravissent haut la main la palme d'or de l'emprisonnement.

Mais s'il est démocratique dans son évolution, le système judiciaire et pénitentiaire n'en reste pas moins profondément discriminatoire dans son application. Analyse critique, méthodologie rigoureuse et références multiples s'épaulent, qui permettent à Loïc Wacquant de jeter un regard limpide sur la logique sous-jacente de la nouvelle industrie pénale. Orienté prioritairement vers les afro-américains dans le cas des

États-Unis et vers les étrangers (ou assimilés) pour la plupart des pays européens, l'arsenal pénal, outillé des meilleurs dispositifs de contrôle et de surveillance, s'attaque partout aux jeunes des classes populaires, aux victimes du salariat précarisé, aux habitants des banlieues défavorisées, redoublant particulièrement de zèle envers les toxicomanes et les immigrés illégaux. Un ensemble de mesures et de pratiques qui, comme le montre Loïc Wacquant, participe d'une «rédéfinition des problèmes sociaux en terme de sécurité», banalisant le recours à un traitement punitif de l'insécurité et de la marginalité sociales sans pour autant s'attaquer «au problème qu'on persiste à refuser de nommer: le creusement des inégalités et la généralisation de la précarité salariale et sociale sous l'effet des politiques de dérégulation économique et urbaine de l'État».

Les pauvres, qui jusqu'ici occupaient déjà douloureusement la dernière strate de l'édifice social, reliés au reste de la société par le faible lien de l'assistance, en sont désormais exclus. Une exclusion sévère, inconsciente, qui ne leur laisse que très peu de chances de se réintégrer. Au siècle dernier, l'État a pris de plus en plus la forme d'un État social pour compenser les failles d'une protection familiale insuffisante face aux risques sociaux. L'État social mis à mal au nom de choix économiques, vient alors l'État pénal. Malheureusement, ce dernier convole allègrement sous la bénédiction d'une économie néo-libérale bien-portante.

AUDE RIBIS

Loïc Wacquant, *Les prisons de la misère*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 1999

## JE DOUTE DONC JE SUIS!

Le mot scepticisme (du grec *skeptomai*, j'examine) est un des moins pires de tous les mots en «isme» et ce depuis l'Antiquité, alors que Pyrrhon (env. 356-275 av. J.C.) fonde ce mouvement philosophique. Il aura une longue et riche descendance dans la pensée occidentale. Montaigne, David Hume, Bertrand Russell, s'en réclament notamment. Au total, le mouvement sceptique est aujourd'hui bien vivant et il rappelle la nécessité et la salubrité de mettre en doute les opinions et d'exercer un jugement critique sur ce qui est proposé à notre adhésion. Ce qui est plus nécessaire que jamais, au moment où fleurit l'irrationalisme le plus délirant — en certains cas précisément au cœur d'institutions destinées à le combattre (l'éducation, l'université).

À ce propos, cette glorieuse semaine doit être marquée d'un croix blanche. Car Elizabeth Tessier, ex-astrologue de François Mitterrand, vient de soutenir un thèse de sociologie en Sorbonne intitulée «La situation épistémologique de l'astrologie liés à l'ambivalence frustration/rejet dans les sociétés post-modernes». Directeur de Thèse: Michel Maffesoli. J'avais donné une conférence avec ce monsieur, il y a quelques années et je n'avais pas été capable de me retenir de dire tout le mal que je pensais de ses délirantes idées.

Quoiqu'il en soit, le scepticisme, on le devine, a une indéniable portée politique. C'est que la démocratie réclame des citoyens (et des hommes politiques) capables d'exercer leur jugement. En prime, il offre le rare bonheur intellectuel de démonter des foutaises et de repérer des pièges dans lesquels il faut éviter de tomber.

Que lire pour s'initier à ce savoir-vivre de l'esprit qui pense? Voici quelques suggestions.

Michael Shermer dirige la revue *Skeptic*, un bonheur qui paraît quatre fois par an (aller à [www.skeptic.com](http://www.skeptic.com)). Sa revue vient de faire un sondage pour établir le top ten des livres sceptiques. Voici leur liste:

1. *The Demon Haunted World: Science as a Candle in the Dark* by Carl Sagan
2. *Why People Believe Weird Things* by Michael Shermer
3. *Flim Flam!: Psychics, ESP, Unicorns and Other Delusions* by James Randi
4. *Fads and Fallacies in the Name of Science* by Martin Gardner
5. *How to Think About Weird Things* by Theodore Schick and Lewis Vaughn
6. *The Faith Healers* by James Randi
7. *How We Believe* by Michael Shermer
8. *The New Age: Notes of a Fringe Watcher* by Martin Gardner
9. *The Mismeasure of Man* by Stephen Jay Gould
10. *Voodoo Science: The Road From Foolishness to Fraud* by Robert L. Park

Je suis plutôt d'accord avec cette liste, à condition d'en rester à la langue anglaise, évidemment. Je mettrais aussi le Sagan en premier; mais je le ferais suivre du tellement fabuleux livre de Schick and Vaughn. Et je trouve que l'absence d'un Russell (disons les *Essais sceptiques*) est inconcevable.

En français, ditez-vous? Les sceptiques québécois ont leur propre site (<http://www.sceptiques.qc.ca/>) et ils proposent aussi quelques lectures. J'en retiens, dans le désordre:

1. Marco Bélanger, *Sceptique ascendant sceptique*, Stanké, Montréal, 1999
2. Pascal Forget, *Y croyez-vous?*, Stanké, Montréal, 1999
3. Henri Broch, *Au coeur de l'extraordinaire*, L'Horizon Chimérique, Bordeaux, 1994
4. Henri Broch, *Le Paranormal*, Seuil, Paris, 1989
5. James E. Alcock, *Parapsychologie: science ou magie?*, Flammarion, Paris, 1989
6. Gérard Majax, *Les faiseurs de miracles*, Michel Lafont, Paris, 1992
7. Gérard Majax, *Gare aux gourous*, Arléa, 1996
8. Marc Hallet, *Quand les scientifiques déraillent*, Éditions Labor, Bruxelles, 1999
9. Alain Cuniot, *Incroyable... mais faux!*, L'Horizon Chimérique, Bordeaux, 1989
10. V. Campion-Vincent et J.-B. Renard, *Légendes urbaines*, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1998

Ici, j'avoue une préférence pour les Broch. Je n'ai pas encore lu le Bélanger, dont on dit du bien.

Bonnes lectures...

NORMAND BAILLARGEON

# Abonnez-vous!

Par  
téléphone:  
(514) 287-9467

